



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada

Cabot Place, Phase II, 2nd Floor

Box 4600

St. John's, NL

A1C 5T2

Bid Fax: (709) 772-4603

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

Proposal To: Public Works and Government Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

PWGSC / TPGSC - Nfld. Region

Cabot Place, Phase II, 2nd Floor

Box 4600

St. John's, NL

A1C 5T2

Title - Sujet La fabrication et l'installation de	
Solicitation No. - N° de l'invitation 5P300-180464/A	Date 2018-07-16
Client Reference No. - N° de référence du client 5P300-180464	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$XQAQ-031-7132	
File No. - N° de dossier XQAQ-8-41062 (031)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-08-01	Time Zone Fuseau horaire Newfoundland Daylight Saving Time NDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Baird, Janice	Buyer Id - Id de l'acheteur xaq031
Telephone No. - N° de téléphone (709) 772-2999 ()	FAX No. - N° de FAX (709) 772-4603
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Discovery Center Gros Morne National Park 2 Trout River Road Woody Point, NL A0K 1P0	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

N° de l'invitation - Sollicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/AXXXXX-XXXXXX/X		Xaq031XXXX
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062XXXX-XXXXX-XXXXXX	

Juin 2018 — Modèle de demande de soumissions et de contrat subséquent de complexité moyenne (CM)

Objectif et portée

Les modèles de TPSGC visent à uniformiser et à simplifier la terminologie d'approvisionnement et de veiller à ce que les documents qui sont publiés pour l'acquisition de biens et de services soient cohérents.

Ce modèle doit être utilisé pour les besoins de complexité moyenne, concurrentiels et non concurrentiels, de biens, de services ou les deux.

Ce modèle est pour l'usage des agents de négociation des contrats de TPSGC. Les ministères clients peuvent utiliser les modèles uniformisés d'approvisionnement et les clauses du Guide des CCUA, mais ces documents devront être adaptés à leurs besoins précis ainsi qu'à leur processus d'approvisionnement ministériel. Il est important de souligner que les ministères clients n'ont pas nécessairement la même autorité législative, les mêmes outils d'approvisionnement en place, ni le même cadre de politiques ministérielles que TPSGC. Les ministères clients sont donc invités à consulter leur secteur juridique avant d'utiliser ces modèles.

Appellation légale du ministère

Bien que TPSGC a été renommé Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) à des fins de communication, l'appellation légale de notre ministère demeure Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, pour les instruments de politique et les documents juridiques, y compris les contrats.

L'utilisation des modèles est traitée dans les Procédures d'utilisation des modèles uniformisés d'approvisionnement disponibles sur GCpédia, à l'article 4.10, Méthode de demande de soumissions, ainsi qu'à l'article 4.15.1, Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels et à l'article 1.10.10, Pratiques exemplaires en matière d'approvisionnement du Guide des approvisionnements.

Instructions

Sauf si indiqué dans le modèle, ne pas modifier ni changer l'ordre ou le contenu des modèles. Vérifier toutes les remarques et instructions dans ce modèle et dans le Guide des CCUA pour s'assurer que la clause proposée est appropriée au besoin, autrement supprimer la clause, la remarque et instructions associées et renuméroter en conséquence.

Avant d'émettre la demande de soumissions :

- a.— vérifier que la numérotation des clauses est séquentielle;
- b.— supprimer toutes les options non utilisées ainsi que les remarques et instructions;
- c.— supprimer toutes les clauses qui ne correspondent pas au besoin;
- d.— mettre à jour la Table des matières.

Table des matières automatique

Le modèle CM contient une table des matières automatique fondée sur 2 niveaux de style de MS Word intitulés Modèles En-tête 1 et Modèles En-tête 2, que vous devez sélectionner pour créer la table des matières comme suit :

Style 1 : Modèles En-tête 1 (MAJ+Arial10+gras+noir)
Exemple : **PARTIE 1 — RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

N° de l'invitation - Solicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/XXXXXX-XXXXXX/X		Xaq031XXXXX
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No/ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062XXXXX-XXXXXX-XXXXXX	

Style 2 : Modèles En-tête 2 (Arial10+gras+noir)

Exemple :

2.3 Ancien fonctionnaire

2.4 Demandes de renseignements — en période de soumission

Après avoir supprimé, ajouté ou changé le contenu du texte à l'intérieur du document, vous devez mettre à jour la Table des matières en respectant les étapes suivantes :

1. insérer le texte dans le contenu du texte (jamais directement dans la table des matières automatique)
2. appliquer le style MS Word approprié.
3. à partir de la barre de menu MS Word :
 - a. cliquer sur Références;
 - b. cliquer sur Ajouter le texte et sur le niveau de texte approprié du menu déroulant;
 - c. cliquer sur Mettre à jour de la table;
 - d. enregistrer le document;
 - e. désactiver la fonctionnalité mode suivi des modifications.
4. Si vous devez supprimer du texte identifié avec un entête :
 - a. positionner votre curseur à la gauche de l'entête à supprimer de la table des matières;
 - b. sélectionner le bouton ci-dessus « Modifier les styles » puis « Effacer tout »;
 - c. renuméroter et mettre à jour la table des matières.

Volet de navigation

La caractéristique « Volet de navigation » offerte dans MS Word vous permet d'avoir un bref aperçu des éléments et de la structure d'un document, particulièrement si vous utilisez les styles d'en-tête Word, et de faire défiler rapidement le document vers le haut ou vers le bas.

N° de l'invitation - Sollicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/XXXXXX-XXXXXX/X		xaq031xxxxx
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062xxxxx-XXXXXX-XXXXXX	

TABLE DES MATIÈRES

Mettre à jour la Table des matières automatique après avoir supprimé, ajouté ou changé le contenu du texte à l'intérieur du document.

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	73
1.1.....	83
ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	93
1.2 COMPTE RENDU	103
1.3 ACCORDS COMMERCIAUX.....	103
1.4 CONTENU CANADIEN	113
1.5 SERVICE CONNEXION POSTEL	113
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUSMISSIONNAIRES	124
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	124
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS.....	134
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	144
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION	166
2.5 LOIS APPLICABLES	166
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	178
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	178
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION.....	2210
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	2210
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION.....	2310
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	2411
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	2411
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	2511
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	2813
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	2813
6.2 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	2813
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	2913
6.4 DURÉE DU CONTRAT.....	2913
6.5 RESPONSABLES.....	3013
6.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	3114
6.7 PAIEMENT.....	3215
6.8 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	3416
6.9 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	3416
6.10 LOIS APPLICABLES	3517
6.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS.....	3517
ANNEXE « A ».....	3818
ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	3818
ANNEXE «B».....	4120
BASIS OF PAIEMENT	4120
ANNEXE « C » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS.....	4221

N° de l'invitation - Sollicitation No. N° de la modif - Amd. No. Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/XXXXXX-XXXXXX/X Xaq031xxxxx
N° de réf. du client - Client Ref. No. File No. - N° du dossier N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXXX-XXXXXX XAQ-8-41062XXXXX-XXXXXX-XXXXXX

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE	4221
ANNEXE « D » EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	4322
PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	5
1.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	5
1.2 ÉNONCÉ DES TRAVAUX OU BESOIN	6
1.3 ENTENTE SUR LES REVENDICATIONS TERRITORIALES GLOBALES.....	6
1.4 MARCHÉS RÉSERVÉS DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE D'APPROVISIONNEMENT AUPRÈS DES ENTREPRISES AUTOCHTONES (SAEA), UNE INITIATIVE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	7
1.5 COMPTE RENDU	7
1.6 LES EXCEPTIONS RELATIVES À LA SÉCURITÉ NATIONALE.....	7
1.7 ACCORDS COMMERCIAUX.....	7
1.8 CONTENU CANADIEN.....	8
1.9 SERVICE CONNEXION POSTEL	8
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	8
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	8
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS.....	12
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	13
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS EN PÉRIODE DE SOUMISSION	13
2.5 LOIS APPLICABLES	13
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	14
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	14
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION.....	17
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	17
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	18
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	18
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	19
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	19
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	21
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	21
6.2 ÉNONCÉ DES TRAVAUX OU BESOIN	22
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	22
6.4 DURÉE DU CONTRAT.....	23
6.5 RESPONSABLES.....	24
6.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	24
6.7 PAIEMENT.....	25
6.8 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	26
6.9 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	26
6.10 LOIS APPLICABLES	26
6.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS.....	27
6.12 CONTRAT DE DÉFENSE	27
6.13 CLAUSES DU GUIDE DES CCUA	27
6.14 ... (INSÉRER LE TITRE DE LA CLAUSE DU GUIDE DES CCUA APPROPRIÉE)	27
ANNEXE «X».....	28
ÉNONCÉ DES TRAVAUX OU BESOIN	28

N° de l'invitation - Sollicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/XXXXXX-XXXXXX/X		xaq031xxxxx
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062xxxxx-XXXXXX-XXXXXX	

ANNEXE « X »29

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ29

ANNEXE « X » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS.....30

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE30

ANNEXE « X » DE LA PARTIE 5 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS.....31

PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI - ATTESTATION31

ANNEXE « E » , DISPOSITIONS RELATIVES À L'INTÉGRITÉ – DOCUMENTATION REQUISE23

- Formatted: Left
- Formatted: Font: Calibri, 11 pt, Bold, No underline, Font color: Black
- Formatted: Font: Calibri
- Formatted: Font: Calibri

N° de l'invitation - Solicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/XXXXXX-XXXXXX/X		xaq031xxxx
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062xxxx-XXXXX-XXXXXX	

N° de l'invitation - Solicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/XXXXXX-XXXXXX/X		xaq031xxxx
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062xxxx-XXXXX-XXXXXX	

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Formatted: Indent: Left: 0", First line: 0"

N° de l'invitation - Solicitation No. N° de la modif - Amd. No. Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/AXXXXX-XXXXXX/X Xaq031xxxxx
N° de réf. du client - Client Ref. No. File No. - N° du dossier N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXX-XXXXXX XAQ-8-41062XXXXX-XXXXX-XXXXXX

1.1 Exigences relatives à la sécurité

Choisir une des options suivantes lorsque le besoin comporte des exigences relatives à la sécurité et que les clauses pertinentes fournies dans le cadre du Programme de sécurité des contrats sont insérées à l'article 6.1 de la Partie 6.

Consulter l'article 4.30.10 du Guide des approvisionnements pour plus de renseignements.

OPTION 1

Utiliser cette option lorsque le soumissionnaire a jusqu'à l'attribution du contrat pour obtenir les attestations de sécurité nécessaires.

1. Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :

- a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 6 – Clauses du contrat subséquent;
- b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 6 – Clauses du contrat subséquent;
- c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;

Si les exigences comportent des mesures de sauvegarde dans les installations ou les locaux du soumissionnaire et des individus proposés, ajouter les énoncés suivants :

- d) le lieu proposé par le soumissionnaire pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées à la Partie 6 – Clauses du contrat subséquent;
- e) le soumissionnaire doit fournir l'adresse des lieux proposés pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents, tel qu'indiqué à la Partie 3 – section IV Renseignements supplémentaires.

2. On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.

3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

OPTION 2

Utiliser cette option lorsque le soumissionnaire doit détenir les attestations de sécurité nécessaires à la date de clôture de la demande de soumissions.

1. À la date de clôture des soumissions, les conditions suivantes doivent être respectées :

- a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 6 – Clauses du contrat subséquent;

Formatted: Modèles En-tête 2, Pattern: Clear

Formatted: Modèles En-tête 2

Formatted: Modèles En-tête 2, Indent: Left: 0", First line: 0"

Formatted: Modèles En-tête 2

Formatted: Modèles En-tête 2, Indent: Left: 0", First line: 0"

Formatted: Modèles En-tête 2

Formatted: Modèles En-tête 2, Indent: Left: 0", First line: 0"

Formatted: Modèles En-tête 2, Indent: Left: 0", Pattern: Clear

Formatted: Modèles En-tête 2

Formatted: Modèles En-tête 2, Indent: Left: 0", First line: 0"

Formatted: Modèles En-tête 2

Formatted: Modèles En-tête 2, Indent: Left: 0", First line: 0"

Formatted: Modèles En-tête 2

Formatted: Modèles En-tête 2, Indent: Left: 0", First line: 0"

Formatted: Modèles En-tête 2

Formatted: Modèles En-tête 2, Indent: Left: 0", First line: 0"

N° de l'invitation - Solicitation No. 5P300-180464/AXXXXX-XXXXXX/X
N° de réf. du client - Client Ref. No. 5P300-180464XXXXX-XXXXXX
N° de la modif - Amd. No. File No. - N° du dossier XA-Q-8-41062XXXXX-XXXXX-XXXXXX
Id de l'acheteur - Buyer ID Xaq031XXXX
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

b) — les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 6 — Clauses du contrat subséquent;

c) — le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;

Si les exigences comportent des mesures de sauvegarde dans les installations ou les locaux du soumissionnaire et des individus proposés, ajouter les énoncés suivants :

d) — le lieu proposé par le soumissionnaire pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées à la Partie 6 — Clauses du contrat subséquent;

e) — le soumissionnaire doit fournir l'adresse des lieux proposés pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents, tel qu'indiqué à la Partie 3 — section IV Renseignements supplémentaires.

2. — Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

1.2 — Énoncé des travaux OU Besoin

Insérer le titre approprié partout dans le document soit « Énoncé des travaux » et le texte intégral de la clause B4007T du Guide des CCUA, ou utiliser « Besoin » et insérer le texte intégral de la clause B4008T. Insérer une brève description du besoin ou se référer à l'« Énoncé des travaux » ou au « Besoin » dans la partie du contrat subséquent. Insérer le titre de la clause appropriée et mettre à jour la Table des matières automatique.

Les travaux à exécuter sont décrits en détail à l'article 6.2 des clauses du contrat éventuel.

1.3 — Entente sur les revendications territoriales globales

Si le marché est assujéti à une ou plusieurs ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG), l'autorité contractante doit énumérer les ERTG concernées dans la demande de soumissions. Pour ce faire, elle peut utiliser le texte ci-dessous et indiquer dans les espaces vides, les ERTG qui s'appliquent. Pour des renseignements supplémentaires pour déterminer si les ERTG s'appliquent, consulter l'article 9.35 du Guide des approvisionnements.

« Ce marché est assujéti aux ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG) suivantes :

_____. »

Formatted: Modèles En-tête 2, Indent: Left: 0", Pattern: Clear

Formatted: Modèles En-tête 2

Formatted: Modèles En-tête 2, Indent: Left: 0", First line: 0"

Formatted: Modèles En-tête 2

Formatted: Modèles En-tête 2, Indent: Left: 0", First line: 0"

Formatted: Modèles En-tête 2

Formatted: Modèles En-tête 2, Pattern: Clear

Formatted: Font: Not Bold

Formatted: Font: Not Bold

N° de l'invitation - Solicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/AXXXXX-XXXXXX/X		Xaq031XXXX
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062XXXX-XXXXX-XXXXXX	

1.4 — Marchés réservés dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones (SAEA), une initiative du gouvernement fédéral

Inclure l'énoncé suivant pour les marchés réservés dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones (SAEA).

« Ce marché est réservé dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones du gouvernement fédéral. Pour de plus amples renseignements concernant les exigences requises des entreprises autochtones conformément au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones, consulter l'Annexe 9.4 du Guide des approvisionnements. »

Insérer l'énoncé suivant, s'il y a lieu :

« Ce marché est exclu des accords commerciaux internationaux en vertu des dispositions de chaque accord relativement aux mesures portant sur les Peuples autochtones ou relativement aux marchés réservés aux petites entreprises et aux entreprises minoritaires. »

Insérer l'énoncé suivant, s'il y a lieu :

« Conformément à l'article 800 de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC), l'ALEC ne s'applique pas au présent marché. »

1.25 Compte rendu

Consulter les articles 7.35, 7.40 et 7.45 du Guide des approvisionnements pour en savoir plus sur le compte rendu.

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.6 — Les exceptions relatives à la sécurité nationale

Inclure l'énoncé suivant où l'exception relative à la sécurité nationale (ESN) prévue dans les accords commerciaux, a été invoquée par le Canada afin de soustraire l'achat à certaines ou à l'ensemble des modalités d'un accord commercial pertinent, lorsque le Canada le juge nécessaire afin de protéger ses intérêts en matière de sécurité nationale.

« Les exceptions relatives à la sécurité nationale prévues dans les accords commerciaux ont été invoquées; ce marché est donc entièrement exclu de l'ensemble des modalités de tous les accords commerciaux. »

1.37 Accords commerciaux

Inclure l'énoncé suivant si le besoin est assujéti à tous les accords commerciaux énoncés dans la clause, sinon modifier cet article en conséquence.

« Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC). »

Formatted: Font: Not Italic

Formatted: Indent: Left: 0"

N° de l'invitation - Solicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/XXXXXX-XXXXXX/X		Xaq031XXXX
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062XXXX-XXXXX-XXXXXX	

1.48 Contenu canadien

Inclure l'énoncé suivant si le besoin est uniquement assujéti à l'Accord de libre-échange canadien (ALEC), la Politique sur le contenu canadien s'applique et la concurrence est conditionnellement limitée aux soumissions constituées de biens et(ou) de services canadiens, conformément aux clauses A3061T, A3062T, A3063T, A3065T, A3066T et A3069T du Guide des CCUA.

« Pour ce besoin, une préférence est accordée aux produits et(ou) aux services canadiens.—»

Inclure l'énoncé suivant dans le cadre de la description du besoin si l'achat est uniquement assujéti à l'Accord de libre-échange canadien (ALEC), la Politique sur le contenu canadien s'applique et la concurrence se limite aux soumissions constituées de biens et(ou) de services canadiens, conformément aux clauses A3051T, A3052T, A3053T, A3055T, A3056T et A3059T du Guide des CCUA.

« Ce besoin est limité aux produits et(ou) services canadiens. »

Formatted: Indent: Left: 0"

1.59 Service Connexion postal

Ajouter le paragraphe ci-dessous pour informer les soumissionnaires que le service Connexion postal est disponible pour la transmission électronique des soumissions. L'agent de négociation des contrats doit s'assurer que l'adresse physique, le courriel ainsi que le numéro de télécopieur de l'Unité de réception des soumissions sont inscrits dans la demande de soumissions.

« Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et la partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements. »

Formatted: Indent: Left: 0"

N° de l'invitation - Solicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/AXXXXX-XXXXXX/X		Xaq031XXXX
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062XXXX-XXXX-XXXXXX	

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

~~Inclure la plus récente version des instructions uniformisées 2003 ou 2004, selon le cas, dans toutes les demandes de soumissions, incluant celles découlant d'un arrangement en matière d'approvisionnement, à moins d'indication contraire dans l'AMA.~~

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2018-05-22) ~~_____~~ *(insérer la date)* Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

OU

~~Pour les besoins non concurrentiels, supprimer le paragraphe ci-dessus qui réfère aux instructions uniformisées 2003 et insérer le suivant :~~

~~Le document 2004 ~~_____~~ *(insérer la date)* Instructions uniformisées - biens ou services - besoins non concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.~~

~~Pour les arrangements en matière d'approvisionnement de TPSGC, dans lesquels les dispositions relatives à l'intégrité ont été incorporées à l'étape de la DAMA et le soumissionnaire a déjà fourni la liste des noms, remplacer le paragraphe 3 de la section 01, Dispositions relatives à l'intégrité – soumission, des instructions uniformisées 2003 (OU insérer 2004 selon le cas) par ce qui suit :~~

~~« Le paragraphe 3.a) de l'article 01, Dispositions relatives à l'intégrité – soumission, des instructions uniformisées *(insérer 2003 ou 2004, selon le cas)* incorporées ci-haut par renvoi, est supprimé en entier et remplacé par ce qui suit :~~

- ~~a. — au moment de présenter un arrangement dans le cadre de la demande d'arrangement en matière d'approvisionnement (DAMA), le soumissionnaire a déjà fourni une liste complète des noms, tel qu'exigé en vertu de la Politique d'inadmissibilité et de suspension. Pendant ce processus d'approvisionnement, le soumissionnaire doit immédiatement informer le Canada par écrit de tout changement touchant la liste des noms. »~~

~~Inclure la modification suivante aux instructions uniformisées 2003 lorsque les soumissions doivent rester valables pendant plus de 60 jours. Insérer le nombre de jours pendant lesquels la soumission doit rester valable.~~

~~Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées — biens ou services — besoins concurrentiels, est modifié comme suit :~~

~~Supprimer : 60 jours
Insérer : _____ jours~~

2.1.1 — Clauses du Guide des CCUA

N° de l'invitation - Sollicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/AXXXXX-XXXXXX/X		xaq031xxxx
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062XXXX-XXXXX-XXXXXX	

S'il y a lieu, inclure par référence des clauses du Guide des CUA portant sur des instructions particulières qui ne font pas partie des instructions uniformisées. Exemples de clauses, B3000T, B4024T. Vérifier la remarque de chaque clause avant de l'ajouter, pour vous assurer qu'elle est appropriée au besoin, et qu'elle ne chevauche ou ne contredit pas d'autres instructions.

2.2 Présentation des soumissions

Les articles 05 à 10 des instructions uniformisées 2003 fournissent des instructions et orientations supplémentaires aux soumissionnaires sur la présentation des soumissions. Vérifier ces articles avant d'ajouter des clauses additionnelles afin de vous assurer qu'il n'y a pas de chevauchements ou de contradictions.

Ajouter le paragraphe ci-dessous si l'adresse courriel, le numéro du télécopieur ainsi que l'adresse de livraison du Module de réception des soumissions pour acheminer les soumissions sont fournis à la page 1 de la demande de soumission.

« Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués dans la demande de soumissions. »

ou

Ajouter le paragraphe ci-dessous si l'adresse courriel, le numéro du télécopieur ainsi que l'adresse du Module de réception des soumissions pour déposer les soumissions ne sont pas fournis à la page 1 de la demande de soumission.

« Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure indiqués à la page 1 de la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent acheminer leur soumission à l'endroit suivant :

Janice Baird
Specialiste en approvisionnement
Services publics et Approvisionnement Canada
Immeuble John Cabot
10 Barter's Hill, St. John's (T.N) A1C 5T2

ou

Les soumissions électroniques peuvent être envoyées à :

L'adresse de courriel du Module de réception des soumissions à Terre-Neuve-et-Labrador de TPSGC :
TPSGC.RARceptionSoumissionsTNL-ARBidReceivingNL.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

ou

Les soumissions par télécopieur peuvent être envoyées à :

(709) 772-4603

____ (identification du Module de réception)
____ (adresse physique de livraison)
____ (ville, province, code postal)
____ (adresse de courriel pour le service Connexion postale)
____ (numéro de télécopieur pour la transmission). »

Formatted: Indent: Left: 0"

N° de l'invitation - Sollicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/AXXXXX-XXXXXX/X		XaQ031XXXX
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062XXXX-XXXXX-XXXXXX	

Insérer le paragraphe suivant lorsque les soumissions transmises par télécopieur ne sont pas acceptables:

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.2.1 (insérer le titre de la clause appropriée)

S'il y a lieu, insérer le texte intégral de clauses additionnelles du Guide des CCUA en ce qui concerne la présentation des soumissions avec la numérotation appropriée (par ex. 2.2.1, 2.2.2,...). Exemple d'une clause à insérer le texte intégral : A9076T.

2.3 Ancien fonctionnaire

Pour les demandes de services, insérer le texte intégral de l'une des clauses suivantes du Guide des CCUA : A3025T dans une demande de soumissions concurrentielle ou A3026T dans une demande de soumissions non concurrentielle. Utiliser en conjonction avec la clause du Guide des CCUA A3025C dans la Partie 6.

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Formatted: Font: 10 pt

Formatted: Indent: Left: 0"

Définition

Aux fins de cette clause,

Formatted: Indent: Left: 0"

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

Formatted: Font: 10 pt

Formatted: Font: 10 pt

a. un individu;

b. un individu qui s'est incorporé;

c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou

d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

Formatted: Indent: Left: 0"

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP) L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les

Formatted: Font: 10 pt

Formatted: Font: 10 pt

Formatted: Font: 10 pt

N° de l'invitation - Solicitation No. N° de la modif - Amd. No. Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/XXXXXX-XXXXXX/X Xaq031xxxxx
N° de réf. du client - Client Ref. No. File No. - N° du dossier N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXXX-XXXXXX XAQ-8-41062xxxxx-XXXXXX-XXXXXX

prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- le nom de l'ancien fonctionnaire;
- la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- le nom de l'ancien fonctionnaire;
- les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- la date de la cessation d'emploi;
- le montant du paiement forfaitaire;
- le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

Formatted: Font: 10 pt

Formatted: Font: 10 pt

Formatted: Font: 10 pt

Formatted: Font: 10 pt

Formatted: Font: 10 pt

Formatted: Font: 10 pt

Formatted: Font: 10 pt

Formatted: Font: 10 pt

Formatted: Font: 10 pt

Formatted: Font: 10 pt

Formatted: Font: 10 pt

Formatted: Indent: Left: 0"

Formatted: Indent: Left: 0"

Formatted: Font: 10 pt

Formatted: Font: 10 pt

Formatted: Font: 10 pt

Formatted: Font: 10 pt

Formatted: Indent: Left: 0"

Formatted: Indent: Left: 0"

N° de l'invitation - Solicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/AXXXXX-XXXXXX/X		Xaq031XXXX
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062XXXX-XXXXX-XXXXXX	

Formatted: French (France)

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

~~L'article 13 des instructions uniformisées 2003 fournit des instructions et orientations supplémentaires aux soumissionnaires sur les demandes de renseignements en période de soumission. Vérifier cet article avant d'ajouter des clauses additionnelles afin de vous assurer qu'il n'y a pas de chevauchements ou de contradictions.~~

~~Consulter la section 4.80 du Guide des approvisionnements pour des directives pour répondre aux questions et demandes de renseignements en période de soumission car les réponses peuvent avoir des incidences importantes sur la demande de soumissions. Les autorités contractantes devraient envisager de repousser la date de clôture chaque fois qu'une réponse est donnée à une demande de renseignements.~~

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 5 ~~(insérer le nombre de jours)~~ jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

~~Indiquer de quelle province ou de quel territoire provient la loi que le Canada se propose d'appliquer à tout contrat subséquent. Le soumissionnaire, suivant les instructions, peut proposer un changement aux lois applicables dans sa soumission.~~

~~En ce qui concerne la version française de l'article, le mot « in » n'a pas été traduit puisqu'il n'y a pas de terme commun à toutes les provinces et territoires. Il faudra donc ajouter le mot « en » devant Alberta, Colombie-Britannique, Saskatchewan, Ontario et Nouvelle-Écosse, le mot « au » devant Manitoba, Québec, Nouveau-Brunswick, Yukon et Nunavut; le mot « à » devant Terre-Neuve-et-Labrador et l'Île-du-Prince-Édouard et les mots « dans les » devant Territoires du Nord-Ouest.~~

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur devant Terre-Neuve-et-Labrador ~~(insérer le nom de la province ou du territoire)~~, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

Formatted: Font: Not Italic, Font color: Black

Formatted: Font color: Black

Formatted: Font: Not Italic, Font color: Black

Formatted: Font color: Black

N° de l'invitation - Solicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/XXXXXX-XXXXXX/X		xaq031xxxxx
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062xxxxx-XXXXXX-XXXXXX	

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

- Si le soumissionnaire choisit d'envoyer sa soumission par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des Instructions uniformisées 2003 incorporées par référence. Les soumissionnaires doivent soumettre leur soumission dans une transmission unique. Le service Connexion postel a la capacité de transmettre plusieurs documents par transmission jusqu'à un maximum de 1 Go par document.

Le Canada demande que les documents soient identifiés, groupés et présentés en sections distinctes comme suit :

Section I : Soumission technique
 Section II : Soumission financière
 Section III : Attestations
 Section IV : Renseignements supplémentaires

- Si le soumissionnaire choisit de transmettre sa soumission sur papier, le Canada demande que la soumission soit présentée en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (une exemplaires papier)
 Section II : Soumission financière (une exemplaires papier)
 Section III : Attestations (une exemplaires papier)
 Section IV : Renseignements supplémentaires (une exemplaires papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique sur le media et de l'exemplaire papier, le libellé de l'exemplaire papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

- Si le soumissionnaire fournit simultanément plusieurs copies de sa soumission à l'aide de méthodes de livraison acceptable, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postel et celui de la copie papier, le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postel aura préséance sur le libellé des autres copies.

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique sur le media et de l'exemplaire papier, le libellé de l'exemplaire papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur soumission en format papier

- utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la Politique d'achats écologiques (<https://www.tbs->

Field Code Changed

Formatted: French (Canada)

N° de l'invitation - Solicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/XXXXXX-XXXXXX/X		xaq031xxxxx
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062xxxxx-XXXXXX-XXXXXX	

sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement.

Consulter les articles 05 à 10 des instructions uniformisées 2003 ou les articles 05 et 06 des instructions uniformisées 2004, selon le cas, avant d'ajouter des instructions ou des clauses additionnelles pour la préparation des soumissions, en vue de s'assurer qu'il n'y a pas de chevauchements ou de contradictions.

3.1 — Instructions pour la préparation des soumissions

Supprimer toutes les sections sous cet article qui ne s'appliquent pas. S'assurer que la numérotation est appropriée. La section « Soumission de gestion » peut être ajoutée lorsqu'il faut inclure une section sur la gestion distincte de la soumission technique. Si la transmission électronique des soumissions est acceptée, par exemple avec le service Connexion postel, l'agent de négociation des contrats doit savoir que les versions papier et copies électroniques sur média ne doivent pas constituer une exigence obligatoire. Les agents de négociation des contrats doivent indiquer si la transmission par le service Connexion postel et par télécopieur est acceptée. Dans les cas où un agent de négociation de contrats choisit de rendre obligatoire la transmission des soumissions par voie électronique, la transmission par télécopie en plus du service Connexion postel, doit toujours être offerte comme solution de rechange aux soumissionnaires en cas d'incompatibilité ou d'incapacité de transmettre à l'aide du service Connexion postel.

Option 1 : Ajouter les paragraphes ci-dessous si la transmission électronique des soumissions est permise.

- Si le soumissionnaire choisit d'envoyer sa soumission par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des Instructions uniformisées 2003 incorporées par référence. Les soumissionnaires doivent soumettre leur soumission dans une transmission unique. Le service Connexion postel a la capacité de transmettre plusieurs documents par transmission jusqu'à un maximum de 4 Go par document.

Le Canada demande que les documents soient identifiés, groupés et présentés en sections distinctes comme suit :

- Section I : Soumission technique
- Section II : Soumission financière
- Section III : Attestations
- Section IV : Renseignements supplémentaires

N° de l'invitation - Solicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/AXXXXX-XXXXXX/X		Xaq031XXXX
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062XXXX-XXXXX-XXXXXX	

- Si le soumissionnaire choisit de transmettre sa soumission sur papier, le Canada demande que la soumission soit présentée en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (_____ exemplaires papier) (s'il y a lieu, ajouter « et _____ copies électroniques sur _____ », et préciser le média, tel que CD, DVD ou clé USB)

Section II : Soumission financière (_____ exemplaires papier) (s'il y a lieu, ajouter « et _____ copies électroniques sur _____ », et préciser le média, tel que CD, DVD ou clé USB)

Section III : Attestations (_____ exemplaires papier) (s'il y a lieu, ajouter « et _____ copies électroniques sur _____ », et préciser le média, tel que CD, DVD ou clé USB)

Section IV : Renseignements supplémentaires (_____ exemplaires papier) (s'il y a lieu, ajouter « et _____ copies électroniques sur _____ », et préciser le média, tel que CD, DVD ou clé USB)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique sur le media et de l'exemplaire papier, le libellé de l'exemplaire papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

- Si le soumissionnaire fournit simultanément plusieurs copies de sa soumission à l'aide de méthodes de livraison acceptable, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postel et celui de la copie papier, le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postel aura préséance sur le libellé des autres copies.

Option 2 : Ajouter l'un des paragraphes ci-dessous pour indiquer aux soumissionnaires qu'il n'est pas permis de soumettre de soumission par voie électronique (y compris le service Connexion postel) ou par télécopieur.

« En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par le service Connexion postel ne seront pas acceptées. »

OU

« En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur ne seront pas acceptées. »

OU

« En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par le service Connexion postel ou par télécopieur ne seront pas acceptées. »

ET

« Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

Section I : Soumission technique (_____ exemplaires papier) (s'il y a lieu, ajouter « et _____ copies électroniques sur _____ », et préciser le média, tel que CD, DVD ou clé USB)

Section II : Soumission financière (_____ exemplaires papier) (s'il y a lieu, ajouter « et _____ copies électroniques sur _____ », et préciser le média, tel que CD, DVD ou clé USB)

N° de l'invitation - Solicitation No. 5P300-180464/XXXXXX-XXXXXX/X	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID xaq031xxxxx
N° de réf. du client - Client Ref. No. 5P300-180464XXXXXX-XXXXXX	File No. - N° du dossier XAQ-8-41062xxxxx-XXXXXX-XXXXXX	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Section III : Attestations (_____ exemplaires papier) (s'il y a lieu, ajouter « et _____ copies électroniques sur _____ », et préciser le média, tel que CD, DVD ou clé USB)

Section IV : Renseignements supplémentaires (_____ exemplaires papier) (s'il y a lieu, ajouter « et _____ copies électroniques sur _____ », et préciser le média, tel que CD, DVD ou clé USB)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique sur le média et de l'exemplaire papier, le libellé de l'exemplaire papier l'emportera sur celui de la copie électronique. »

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur soumission en format papier

- a) _____ utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) _____ utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la *Politique d'achats écologiques* (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) _____ utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) _____ utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : _____ Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : _____ Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement.

3.1.1 Paiement électronique de factures – soumission

Insérer la clause suivante, s'il y a lieu, lorsque le ministère client souhaite savoir si le soumissionnaire est disposé à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique énumérés à l'annexe « X » Instruments de paiement électronique. Le soumissionnaire doit compléter l'annexe « X » Instruments de paiement électronique, en vue d'identifier les instruments de paiement électronique qu'il est disposé à accepter.

N° de l'invitation - Sollicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/AXXXXX-XXXXXX/X		Xaq031XXXX
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062XXXX-XXXX-XXXXXX	

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « **CX** » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « **CX** » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 — Fluctuation du taux de change

S'il y a lieu, insérer soit la clause C3010T du Guide des CCUA lorsqu'on offre aux soumissionnaires l'option d'atténuer leurs risques en demandant au Canada d'assumer les risques et les avantages liés aux fluctuations du taux de change, OU la clause C3011T lorsqu'on ne prévoit pas que la fluctuation du taux de change posera un problème et qu'il ne sera pas offert d'atténuer les risques liés aux fluctuations du taux de change. Chaque clause sera insérée par référence. Consulter l'article 4.65 du Guide des approvisionnements pour en savoir plus.

C3010T _____ (insérer la date) Fluctuation du taux de change – Atténuation des risques, **OU**
C3011T _____ (insérer la date) Fluctuation du taux de change

3.1.3 — Clauses du Guide des CCUA

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

Section IV: — Renseignements supplémentaires

Insérer tout renseignement supplémentaire, par exemple, lorsque la partie C de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) indique la ou les catégories et le niveau de sauvegarde requis aux installations ou locaux du soumissionnaire et des individus proposés (consulter l'article 4.30.15 du Guide des approvisionnements), et ajouter ce qui suit, s'il y a lieu :

3.1.X — Installations ou locaux proposés par le soumissionnaire nécessitant des mesures de sauvegarde

3.1.X.1 — Tel qu'indiqué à la Partie 4 Exigences relatives à la sécurité, le soumissionnaire doit fournir l'adresse complète de ses installations ou de ses locaux et celles des individus proposés, pour lesquelles des mesures de sauvegarde sont nécessaires à la réalisation des travaux :

N° civique / nom de la rue, unité / N° de bureau / d'appartement
Ville, province, territoire / État
Code postal / code zip
Pays

3.1.X.2 — L'agent de sécurité d'entreprise doit s'assurer, par l'entremise du Programme de sécurité des contrats que le soumissionnaire et les individus proposés sont titulaires d'une cote de sécurité en vigueur et au niveau exigé, tel que décrit à la Partie 1, clause 1.1, Exigences relatives à la sécurité.

N° de l'invitation - Sollicitation No. 5P300-180464/AXXXXX-XXXXXX/X	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID xaq031xxxx
N° de réf. du client - Client Ref. No. 5P300-180464XXXXX-XXXXXX	File No. - N° du dossier XAQ-8-41062xxxx-XXXXX-XXXXXX	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

~~Insérer la clause suivante et insérer b) et c) s'il y a lieu. Consulter le paragraphe 5.7 des instructions uniformisées 2003 avant d'ajouter des clauses relatives aux procédures d'évaluation pour s'assurer qu'il n'y a pas de chevauchements ou de contradictions.~~

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

ou

- b) — Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada et _____ (inscrire le nom de l'entreprise ou du consultant) évaluera les soumissions.

~~Insérer le paragraphe suivant lorsque la concurrence est conditionnellement limitée aux soumissions dans lesquelles sont offerts des produits et/ou des services canadiens:~~

- c) — L'équipe d'évaluation devra d'abord déterminer si deux soumissions ou plus sont accompagnées d'une attestation valide de contenu canadien. Si c'est le cas, seulement les soumissions accompagnées d'une attestation valide seront évaluées selon le processus d'évaluation, sinon toutes les soumissions reçues seront évaluées. Si des soumissions accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, et qu'il reste moins de deux soumissions recevables accompagnées d'une attestation valide, l'équipe poursuivra l'évaluation des soumissions accompagnées d'une attestation valide. Si toutes les soumissions accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, alors toutes les autres soumissions reçues seront évaluées.

4.1.1 Évaluation technique

~~Il est important pour les autorités contractantes de s'assurer que les exigences obligatoires sont réellement des exigences essentielles. Le nombre de critères obligatoires devrait être réduit au minimum afin de favoriser le dépôt de soumissions recevables.~~

~~Si les critères d'évaluation sont trop nombreux, inclure dans une annexe jointe à la demande de soumissions. Consulter l'article 4.35.1 du Guide des approvisionnements.~~

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

~~Les soumissionnaires doivent fournir soumission fondée sur les dessins fournis. Insérer les critères d'évaluation techniques obligatoires, s'il y a lieu.~~

Formatted: French (Canada)

4.1.1.2 Critères techniques cotés

~~Insérer les critères d'évaluation techniques cotés par points, s'il y a lieu.~~

4.1.2 Évaluation financière

~~Insérer les critères d'évaluation financiers, s'il y a lieu.~~

Clause du Guide des CUA A0220T 2014-06-26 _____ (insérer la date) Évaluation du prix (s'il y a lieu)

N° de l'invitation - Solicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/AXXXXX-XXXXXX/X		xaq031xxxxx
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062xxxxx-XXXXX-XXXXXX	

Clause du Guide des CCUA A0222T _____ (insérer la date) Évaluation du prix (s'il y a lieu)

4.2 Méthode de sélection

Choisir et insérer selon le cas, la clause par référence ou le texte intégral de la clause appropriée de méthode de sélection selon les critères obligatoires et/ou cotés utilisés ci-dessus. Vérifier la remarque de chaque clause du Guide des CCUA afin de déterminer la méthodologie de sélection la plus appropriée. Exemples de clauses de Guide des CCUA : A0031T, A0034T, A0035T, A0036T, A0069T.

4.2.1 (Insérer le titre de la clause appropriée et l'insérer par référence tel qu'indiqué ci-dessous).

Clause du Guide des CCUA

A0069T _____ (insérer le numéro) _____ Méthode de sélection (2007-05-25) _____
(insérer la date), _____ (insérer le titre)

OU

4.2.1 _____ (Insérer le titre et le texte intégral de la clause ci-dessous, selon le cas)

Formatted: Indent: Left: -0.5"

Formatted: Indent: Left: -0.5", Hanging: 0.5"

Formatted: Indent: Left: 0"

Formatted: French (Canada)

N° de l'invitation - Sollicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/XXXXXX-XXXXXX/X		XaQ031XXXX
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062XXXX-XXXX-XXXXXX	

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.2 — Attestations additionnelles requises avec la soumission

Insérer les clauses suivantes lorsque les attestations sont essentielles aux fins de l'évaluation et doivent être exigées à la date de clôture des soumissions:

5.1.2.1 Attestation du contenu canadien

Insérer le texte intégral de l'une des clauses d'attestation du Guide des CCUA suivantes: A3051T, A3052T, A3053T, A3055T, A3056T ou A3059T dans les demandes de soumissions concurrentielles lorsque la concurrence est limitée exclusivement aux soumissions portant sur des produits et/ou des services canadiens et lorsqu'il n'est pas obligatoire de fournir l'attestation avec la soumission. Utiliser en conjonction avec les clauses A3050T à la Partie 5 et A3060C à la Partie 6.

À noter que la politique sur le contenu canadien ne s'applique pas si le besoin est assujéti aux accords internationaux, si les achats sont effectués pour favoriser l'aide aux pays en développement, sont effectués par les bureaux des approvisionnements de TPSGC situés à l'étranger, ou encore s'ils sont autorisés par le Cabinet.

Consulter les chapitres 3, 4, 5, 6 et 9 du Guide des approvisionnements.

5.1.2.1.1 — Clause du Guide des CCUA A3050T _____ (insérer la date), Définition du contenu canadien.

5.1.2.2 Marchés réservés aux entreprises autochtones

Si le marché est réservé dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones, insérer le texte intégral des clauses A3000T et A3001T, et s'il y a lieu, A3002T du Guide

N° de l'invitation - Sollicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/AXXXXX-XXXXXX/X		xaq031xxxx
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062xxxx-XXXXX-XXXXXX	

~~des CCUA. Utiliser en conjonction avec la clause A3000C. Consulter le chapitre 9 du Guide des approvisionnements pour plus de renseignements.~~

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

~~Conformément à la Politique d'inadmissibilité et de suspension, le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu. Consulter les articles 4.21, 5.16 et 8.70.2 du Guide des approvisionnements pour plus de renseignements.~~

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

~~Insérer les paragraphes suivants pour les besoins formulés au nom d'un ministère ou d'un organisme assujéti au Programme de contrats fédéraux (consulter l'Annexe 5.1 du Guide des approvisionnements). (Voir aussi la Partie 6 – Clauses du contrat subséquent).~~

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

5.2.3 Attestation du contenu canadien

Cet achat est limité aux services canadiens.

L'offrant atteste que :

() les services offerts sont des services canadiens tel qu'il est défini au paragraphe 4 de la clause A3050T.

Pour de plus amples renseignements afin de déterminer le contenu canadien de plusieurs produits, plusieurs services ou une combinaison de produits et de services, consulter l'Annexe 3.6 (9), Exemple 2 du Guide des approvisionnements.

N° de l'invitation - Solicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/AXXXXX-XXXXXX/X		xaq031xxxxx
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062xxxxx-XXXXX-XXXXXX	

5.2.3.1 Clause du Guide des CCUA

A3050T (2014-11-27), Définition du contenu canadien

5.2.4 Indemnisation des accidents du travail - lettre d'attestation

Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné.

Le soumissionnaire devra fournir un certificat ou une lettre émis par la Commission des accidents du travail attestant que son compte est en règle, dans les cinq (5) jours suivant la demande de l'autorité contractante. Le défaut de répondre à la demande pourra avoir pour conséquence que la soumission soit jugée non recevable.

Formatted: French (France)

5.2.5 Exigences en matière d'assurance

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe D si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

Formatted: French (France)

Insérer les paragraphes suivants pour les besoins formulés au nom d'un ministère ou d'un organisme assujéti au Programme de contrats fédéraux, estimés à 1 000 000 \$ et plus, excluant les options, taxes applicables incluses : (consulter l'Annexe 5-1 du Guide des approvisionnements). (Voir également la Partie 6 — Clauses du contrat subséquent et l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi — Attestation de la demande de soumissions)

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi — Attestation remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi — Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.2.3 — Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.2.3.1 Attestation du contenu canadien

Insérer le texte intégral de l'une des clauses d'attestation du Guide des CCUA suivantes: A3051T, A3052T, A3053T, A3055T, A3056T ou A3059T dans les demandes de soumissions concurrentielles lorsque la concurrence est limitée exclusivement aux soumissions portant sur des produits et/ou des services canadiens et lorsqu'il n'est pas obligatoire de fournir l'attestation avec la soumission. Utiliser en conjonction avec les clauses A3050T à la Partie 5 et A3060C à la Partie 6.

N° de l'invitation - Solicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/AXXXXX-XXXXXX/X		xaq031xxxx
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062xxxx-XXXXX-XXXXXX	

À noter que la Politique sur le contenu canadien ne s'applique pas si le besoin est assujéti aux accords internationaux, si les achats sont effectués pour favoriser l'aide aux pays en développement, sont effectués par les bureaux des approvisionnements de TPSGC situés à l'étranger, ou encore s'ils sont autorisés par le Cabinet.

Consulter les chapitres 3, 4, 5, 6 et 9 du Guide des approvisionnements.

5.2.3.1.1. ~~Clause du Guide des CCUA A3050T~~ (insérer la date) Définition du contenu canadien.

5.2.3.2 Statut et disponibilité du personnel

Insérer par référence la clause A3005T du Guide des CCUA pour des besoins de services, lorsque des individus précis sont proposés pour l'exécution des travaux.

5.2.3.3 Attestation des taux ou du prix

Insérer la clause pertinente du Guide des CCUA pour les besoins non concurrentiels (unique source d'approvisionnement). (Exemples de clauses à insérer par référence : C0001T, C0002T, C0003T, C0004T, C0006T, C0012T.)

5.2.3.4 Études et expérience

Insérer la clause suivante lorsque les études et l'expérience d'individus proposés seront évaluées. Utiliser en conjonction avec A3015G.

5.2.3.4.1 ~~Clause du Guide des CCUA A3010T~~ (insérer la date) Études et expérience

N° de l'invitation - Sollicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/AXXXXX-XXXXXX/X		Xaq031XXXX
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062XXXX-XXXXX-XXXXXX	

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

~~Supprimer ce titre et la phrase suivante à l'attribution du contrat~~

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

~~Choisir l'une des deux options suivante selon que le contrat comporte ou non des exigences relatives à la sécurité. Si le contrat comporte des exigences relatives à la sécurité, insérer ci-dessous les clauses fournies par le Programme de sécurité des contrats et joindre la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité en annexe.~~

~~Consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de TPSGC (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>) pour de plus amples renseignements.~~

OPTION 1

~~Sélectionner cette option s'il y a des exigences relatives à la sécurité et insérer les clauses connexes, tel que prévu par le Programme de sécurité des contrats.~~

6.1.1—Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le Programme de sécurité des contrats s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

6.1.X—Installations ou locaux de l'entrepreneur nécessitant des mesures de sauvegarde

~~Si les clauses du Programme de sécurité des contrats indiquent que les installations ou les locaux de l'entrepreneur et des individus proposés nécessitent des mesures de sauvegarde, insérer les renseignements ci-dessous, comme fournis par le soumissionnaire à la Partie 3—section IV Renseignements supplémentaires.~~

6.1.X.1—Lorsque des mesures de sauvegarde sont nécessaires pour réaliser les travaux, l'entrepreneur doit diligemment tenir à jour les renseignements relatifs à ses installations ou à ses locaux, et ceux des individus proposés, pour les adresses suivantes :

Numéro civique / nom de la rue, unité / N° de bureau / no. d'appartement
Ville, province, territoire / État
Code postal / code zip
Pays

6.1.X.2—L'agent de sécurité d'entreprise doit s'assurer, par l'entremise du Programme de sécurité des contrats que le soumissionnaire et les individus proposés sont titulaires d'une cote de sécurité en vigueur et au niveau exigé.

OPTION 2

6.1.1 Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe A, OU Besoin

Formatted: Font: Not Bold

N° de l'invitation - Sollicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/AXXXXX-XXXXXX/X		Xaq031XXXX
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062XXXX-XXXXX-XXXXXX	

Insérer « Énoncé des travaux » et le texte intégral de la clause B4007C du Guide des CCUA, ou utiliser « Besoin » et insérer le texte intégral de la clause B4008C. Revoir les instructions dans le Guide des CCUA and choisir l'option appropriée selon la clause utilisée. Revoir le titre et mettre à jour la Table des matières automatique.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

Choisir l'une des conditions générales suivantes qui s'appliquent au contrat subséquent.

2010A _____ (2018-06-21 insérer la date), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

OU

2010B _____ (insérer la date), Conditions générales - services professionnels (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

OU

2010C _____ (2018-06-21 insérer la date), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.3.2 Conditions générales supplémentaires

S'il y a lieu, insérer par référence les conditions générales supplémentaires applicables. Lorsque plusieurs conditions générales supplémentaires s'appliquent au besoin, l'autorité contractante doit indiquer les conditions générales supplémentaires en ordre numérique croissant selon le numéro d'identification.

_____ (insérer le numéro, la date et le titre) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.4 Durée du contrat

Insérer les clauses suivantes pour préciser la période du contrat (dans les contrats de biens et dans les contrats de services) et la date de livraison (dans les contrats de biens). Utiliser en conjonction avec la clause A9009C si le contrat prévoit des périodes d'option.

6.4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au _____ inclusivement (*indiquer la date de la fin de la période*).

Insérer le texte intégral de la clause A9022C du Guide des CCUA dans les contrats de biens et dans les contrats de services. Lors de la détermination de la période du contrat pour les biens, veuillez tenir compte du temps requis pour administrer la Politique sur les mesures du rendement des fournisseurs en vous assurant que la période du contrat soit postérieure à la date de livraison des biens.

6.4.2 Date de livraison

Formatted: Pattern: Clear (Gray-15%)

N° de l'invitation - Sollicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/XXXXXX-XXXXXX/X		xaq031xxxxx
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No/ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062xxxxx-XXXXXX-XXXXXX	

Utiliser cette clause dans les contrats de biens.

Tous les biens livrables doivent être reçus au plus tard le _____ (insérer la date).

6.4.3— Option de prolongation du contrat

Pour les contrats de services seulement dans lesquels une option de prolongation est prévue, insérer le texte intégral de la clause A9009C du Guide des CGUA. Autrement supprimer ce titre et renuméroter en conséquence.

6.4.4 — Ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG)

Si le contrat résultant vise à permettre la livraison dans une ou plusieurs ERTG, l'autorité contractante doit énumérer les ERTG concernées dans le contrat. Pour ce faire, insérer le texte ci-dessous et indiquer, dans les espaces vides, les ERTG qui s'appliquent :

Le contrat est assujéti aux ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG) suivantes :

6.4.5 — Points de livraison

Insérer la clause suivante seulement si applicable à votre besoin.

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'Annexe « X » du contrat.

6.5 Responsables

Utiliser la clause suivante dans tous les contrats.

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Janice Baird
Specialiste en approvisionnement
Services publics et Approvisionnement Canada
Immeuble John Cabot
10 Barter's Hill, St. John's (T.N) A1C 5T2

Nom : _____
Titre : _____
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction : _____
Adresse : _____

Téléphone : 709-772-2999 _____

Télécopieur : 709-772-4603 _____

Courriel : janice.baird@pwgsc.gc.ca _____

Formatted: English (Canada)

Formatted: French (Canada)

N° de l'invitation - Sollicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
SP300-180464/AXXXXX-XXXXXX/X		xaq031xxxx
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
SP300-180464XXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062xxxx-XXXXX-XXXXXX	

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Chargé de projet

Utiliser la clause suivante lorsque le terme « chargé de projet » sera utilisé dans le contrat. Si l'on prévoit plutôt utiliser le terme « responsable technique », utiliser la clause A1030C du Guide des CCUA.

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : _____

Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

~~Compléter ou supprimer, selon le cas.~~

6.6 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

~~Dans les contrats de services, insérer le texte intégral de la clause A3025C, en vue d'aider les ministères clients à identifier les marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires afin qu'ils puissent rapporter cette information dans la divulgation proactive de leurs marchés. Utiliser cette clause en conjonction avec A3025T ou A3026T. Consulter les articles 3.90 et 7.65 du Guide des approvisionnements pour plus de renseignements.~~

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

N° de l'invitation - Sollicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/XXXXXX-XXXXXX/X		xaq031xxxxx
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No/ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062xxxxx-XXXXXX-XXXXXX	

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, L.R., 1985, ch. C-17, à la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*, 1970, ch. D-3, à la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, 1970, ch. R-10, et à la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, L.R., 1985, ch. R-11, à la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- le nom de l'ancien fonctionnaire;
- la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- le nom de l'ancien fonctionnaire;
- les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- la date de la cessation d'emploi;
- le montant du paiement forfaitaire;
- le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

Formatted: French (France)

6.7 Paiement

6.7.1 Base de paiement

Base de paiement - prix ferme, prix unitaire(s) ferme(s) ou prix de lot(s) ferme(s)

Formatted: Font: Bold

N° de l'invitation - Solicitation No. N° de la modif - Amd. No. Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/AXXXXX-XXXXXX/X Xaq031XXXX
N° de réf. du client - Client Ref. No. File No. - N° du dossier N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXX-XXXXXX XAQ-8-41062XXXX-XXXXX-XXXXXX

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme précisé(s) dans dans « l'annexe B, selon un montant total de \$ (insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane (insérer « sont inclus », « sont exclus » OU « font l'objet d'une exemption ») et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

Insérer la clause appropriée à la base de paiement de la sous-section 5-C du Guide des CCUA. Des clauses additionnelles ou des clauses alternatives peuvent être ajoutées au besoin. Consulter l'article 4.70.20 du Guide des approvisionnements pour plus de renseignements.

6.7.2 — Limitation des dépenses

Insérer le texte intégral de la clause C6001C du Guide des CCUA dans tous les contrats à coûts remboursables et les contrats à taux fixe basé sur le temps soumis à une limitation des dépenses.

OU

6.7.2 Limite de prix

Inclure par référence la clause C6000C dans les contrats à prix ferme ou à prix plafond.

Clause du Guide des CCUA

C6000C (2017-08-17) (insérer la date), Limite de prix

6.7.3 Modalités de paiement

Clause du Guide des CCUA

H1000C (2008-05-12) Paiement unique

(Insérer le titre de la clause appropriée)

Insérer la clause appropriée du Guide du CCUA relative à la méthode de paiement. Exemples de clauses à insérer le texte intégral : H1003C, H3009C, H4012C. Exemples de clauses à inclure par référence : H1000C, H1001C, H1008C, H3010C, H3028C. La liste d'exemples n'est pas exhaustive.

6.7.4 Clauses du Guide des CCUA

A9117C (2008-05-12) T1204 - demande directe du ministère client

S'il y a lieu, inclure par référence des clauses du Guide des CCUA relatives au paiement. Exemples de clauses à inclure par référence : A9117C, C2000C, C2605C, C2608C, C2610C. La liste d'exemples n'est pas exhaustive.

6.7.5 Paiement électronique de factures – contrat

Insérer ci-dessous le texte intégral de la clause H3027C, s'il y a lieu, lorsque le paiement de factures sera effectué au moyen d'instruments électroniques de paiement. Se référer à l'annexe « X » Instruments de paiement électronique, dans laquelle le soumissionnaire a indiqué quels instruments électroniques de paiement sont acceptés.

Formatted: Font: Not Bold

Formatted: Font: Not Bold

Formatted: Font: Not Bold

Formatted: French (France)

Formatted: Indent: Left: 0"

Formatted: Font: Bold

Formatted: Font: Not Italic

N° de l'invitation - Solicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/AXXXXX-XXXXXX/X		Xaq031XXXX
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062XXXX-XXXX-XXXXXX	

~~Les agents de négociation des contrats doivent reproduire ci-dessous, l'information tirée de l'annexe « X » Instruments de paiement électronique, dans laquelle ont été identifiés par l'entrepreneur, les instruments de paiement électronique acceptés, et renuméroter en conséquence.~~

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- Carte d'achat Visa ;
- Carte d'achat MasterCard ;
- Dépôt direct (national et international) ;
- Échange de données informatisées (EDI) ;
- Virement télégraphique (international seulement) ;
- Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

6.7.6

~~S'il y a lieu, insérer le texte intégral de clauses additionnelles avec la numérotation appropriée (p.ex. 6.7.5, 6.7.6, etc.)~~

6.8 Instructions relatives à la facturation

- L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
- Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

~~Insérer les clauses appropriées du Guide des CCUA ou d'autres clauses approuvées concernant les instructions relatives à la facturation. Les instructions relatives à la facturation couvrent les demandes de paiement progressif (y compris les paiements anticipés et les paiements d'étape); par conséquent, tout renvoi à des factures couvre également les demandes de paiement progressif. Exemples de clauses à insérer le texte intégral : H3020C, H3022C, H3024C, H5001C.~~

6.9 Attestations et renseignements supplémentaires

6.9.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.9.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi — Manquement de la part de l'entrepreneur

~~Inclure le paragraphe suivant pour les besoins formulés au nom d'un ministère ou d'un organisme assujéti au Programme de contrats fédéraux, où la valeur du contrat est de 1 000 000 \$ et plus, excluant les options, taxes applicables incluses.~~

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) — Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des «

Formatted: Font: Not Bold

Formatted: Outline numbered + Level: 1 + Numbering Style: 1, 2, 3, ... + Start at: 1 + Alignment: Left + Aligned at: 0.25" + Tab after: 0.5" + Indent at: 0.5"

Formatted: Font: Not Bold

N° de l'invitation - Sollicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/AXXXXX-XXXXXX/X		Xaq031XXXX
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062XXXX-XXXXX-XXXXXX	

soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

6.9.3 Clauses du Guide des CCUA

A3060C (2008-05-12) Attestation du contenu canadien

Formatted: Font: Not Bold

S'il y a lieu, inclure par référence des clauses du Guide des CCUA relatives aux attestations. Exemples de clauses à inclure par référence : A3000C, A3060C.

6.10 Lois applicables

S'assurer que la loi applicable choisie par l'entrepreneur proposé ou, si ce dernier n'a pas choisi de loi, que la loi mentionnée dans la demande de soumissions soit indiquée dans l'espace réservée à cette fin. Le soumissionnaire, suivant les instructions, pourra proposer un changement aux lois applicables dans sa soumission. En ce qui concerne la version française de la clause, le mot « in » n'a pas été traduit puisqu'il n'y a pas de terme commun à toutes les provinces et territoires. Il faudra donc ajouter le mot « en » devant Alberta, Colombie-Britannique, Saskatchewan, Ontario et Nouvelle-Écosse; le mot « au » devant Manitoba, Québec, Nouveau-Brunswick, Yukon et Nunavut; le mot « à » devant Terre-Neuve-et-Labrador et l'Île-du-Prince-Édouard; et les mots « dans les » devant Territoires du Nord-Ouest.

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ (insérer le nom de la province ou du territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission, s'il y a lieu), et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.11 Ordre de priorité des documents

L'ordre de priorité des documents qui figure ci-dessous est conforme aux politiques actuelles et aux avis juridiques. L'autorité contractante doit modifier la liste en fonction des documents qui s'appliquent et dresser la liste des annexes par ordre de priorité, le cas échéant. Lorsque plusieurs conditions générales supplémentaires s'appliquent au besoin, l'autorité contractante doit indiquer les conditions générales supplémentaires en ordre numérique croissant selon le numéro d'identification.

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- les articles de la convention;
- les conditions générales supplémentaires _____ (inscrire le numéro, la date et le titre);
- les conditions générales _____ (inscrire le numéro, la date et le titre);
- Annexe AX, Énoncé des travaux OU Besoin;
- Annexe BX, Base de paiement
- la soumission de l'entrepreneur en date du _____ (inscrire la date de la soumission) (si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'attribution du contrat : « clarifiée le _____ » ou « , modifiée le _____ » et inscrire la ou les dates des clarifications ou modifications).

6.12 Contrat de défense

Inclure la clause suivante par référence lorsque le contrat est un contrat de défense tel que défini dans la Loi sur la production de défense.

Clause du Guide des CCUA A9006C _____ (insérer la date), Contrat de défense

N° de l'invitation - Sollicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/AXXXXX-XXXXXX/X		xaq031xxxxx
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062xxxxx-XXXXX-XXXXXX	

6.13 — Clauses du Guide des CCUA

~~Il peut y avoir des clauses additionnelles correspondant au besoin mais qui ne font pas partie d'articles existants dans ce modèle. Celles-ci peuvent être insérées par référence ou avec le texte intégral. Vous assurez de la numérotation appropriée. Exemples de clauses du Guide des CCUA à inclure par référence : A9062C, B1501C, B4030C, B4031C, B7500C.~~

6.14 — ... (Insérer le titre de la clause du Guide des CCUA appropriée)

~~S'il y a lieu, insérer le texte intégral de clauses additionnelles du Guide des CCUA ne portant sur aucun des articles existants, comme article autonome avec la numérotation appropriée (p.ex. 6.14., 6.15, etc.). Insérer le titre de la clause appropriée et mettre à jour la Table des matières automatique.~~

N° de l'invitation - Solicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/XXXXXX-XXXXXX/X		xaq031xxxx
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062xxxx-XXXXX-XXXXXX	

Formatted: Centered

N° de l'invitation - Sollicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/XXXXXX-XXXXXX/X		xaq031xxxxx
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No / N° VME - FMS
5P300-180464XXXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062xxxxx-XXXXXX-XXXXXX	

ANNEXE « A » « ~~X~~ »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX OU BESOIN

FABRICATION DE DEUX COMPTOIRS SUR MESURE, CENTRE DE DÉCOUVERTE, PARC NATIONAL DU GROS-MORNE

1.0 DESCRIPTION DES TRAVAUX

Aux fins du présent contrat, Parcs Canada fait appel aux services d'un entrepreneur pour la fourniture de la main-d'œuvre, des outils, de l'équipement et de l'expertise technique nécessaires à la fabrication sur mesure de deux comptoirs de service pour le Centre de découverte du parc national du Gros-Morne (PNGM).

2.0 PORTÉE DES TRAVAUX

En vertu du présent contrat, l'entrepreneur doit fournir la main-d'œuvre, les outils, l'équipement et le transport nécessaires à la réalisation des travaux. Les travaux à exécuter comprendront, mais sans s'y limiter :

- Sélection des matériaux conformément aux dessins et notes.
- Fabrication de deux comptoirs de service conformes aux dessins et aux notes de l'expert-conseil. (Dessins : A1.0, A1.2, A1.3, A1.4.1 et A1.5)
- Livraison des comptoirs achevés et installation sur place (Centre de découverte)
- Prière de se reporter à l'Annexe A : Plan, dessin en élévation, dessins de détail des comptoirs de service de l'aire d'exposition du Centre de découverte 2018

3.0 DÉBUT ET FIN DES TRAVAUX

Les travaux doivent commencer la semaine du 3 Aout 2018 et doivent être achevés la semaine du 30 septembre 2018

4.0 TRAVAUX NON CONFORMES

Tout travail effectué par l'entrepreneur jugé non conforme doit être immédiatement corrigé aux frais de l'entrepreneur.

5.0 MAIN D'OEUVRE DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur doit employer de la main-d'œuvre qualifiée pour réaliser chacun des lots de travail inhérents au présent contrat.

6.0 MESURES DE SÉCURITÉ PENDANT LES TRAVAUX

L'entrepreneur doit respecter les mesures de sécurité exigées en vertu du Code canadien du travail et autres règlements applicables, dont la Loi provinciale sur les indemnités pour les accidents du travail et tous les règlements et lois municipaux.

En cas de divergence entre les dispositions des règlements susmentionnés, la disposition la plus restrictive s'applique.

Formatted: Font: (Default) Arial, 10 pt

Formatted: Font: (Default) Arial, 10 pt

Formatted: Left

Formatted: Font: (Default) Arial, 10 pt

Formatted: Font: (Default) Arial, 10 pt

Formatted: Font: (Default) Arial, 10 pt

Formatted: Left, Indent: Left: 0.5"

N° de l'invitation - Solicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/XXXXXX-XXXXXX/X		xaq031xxxx
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062xxxx-XXXXXX-XXXXXX	

Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur doit fournir un exemplaire de son programme de santé-sécurité au gestionnaire désigné par Parcs Canada ou procéder, en compagnie de ce dernier, à l'examen de ses consignes de sécurité.

ÉQUIPEMENT DE PROTECTION INDIVIDUELLE (ÉPI)

Tout l'ÉPI doit être porté conformément aux règlements de santé et sécurité au travail applicables. Les entrepreneurs sont tenus de fournir leur propre équipement de protection personnelle et de veiller à ce qu'il soit convenablement utilisé.

Plus précisément : masque antipoussière, appareil respiratoire, lunettes de protection, protection de l'ouïe et genouillères.

7.0 UTILISATION DES LIEUX PAR L'ENTREPRENEUR

L'utilisation des lieux par l'entrepreneur dans le cadre des travaux est limitée aux aires décrites par le représentant ministériel ou son représentant autorisé.
Ne pas encombrer inutilement les lieux d'équipement ou de matériaux.

7.1 DÉTAILS SPÉCIFIQUES AUX LIEUX

Le lieu désigné pour l'installation finale des deux comptoirs est le hall principal du Centre de découverte sis au 1 Trout River Road, Woody Point, NL. Le Centre de découverte ouvrira ses portes au grand public du 18 mai au 8 octobre 2018. Les heures habituelles d'ouverture sont de 9 h à 17 h.

8.0 UTILISATION DES LIEUX PAR LE MINISTÈRE

Le gestionnaire du projet/représentant ministériel supervisera l'utilisation des lieux et fera tout ce qui est en son pouvoir pour éviter tout conflit entre les utilisateurs des lieux et l'entrepreneur.

L'entrepreneur ne doit ménager aucun effort pour assurer un accès au site en tout temps et doit consulter à l'avance le représentant ministériel ou ses représentants autorisés afin de permettre l'établissement du calendrier des travaux à effectuer sur place.

9.0 LOIS, NORMES, TAXES, FRAIS

L'entrepreneur doit se conformer à toutes les lois et normes régissant en tout ou en partie les travaux, payer toutes les taxes exigibles et supporter le coût de tous les permis et certificats exigés relativement à l'exécution des travaux. En cas de divergence entre les exigences des agences s'appliquant en tout ou en partie aux travaux à exécuter, la disposition la plus restrictive doit s'appliquer, mais en aucun cas les normes établies dans les plans et dans la présente spécification ne devront être réduites.

10.0 SIMDUT

Tous les employés de l'entrepreneur doivent avoir reçu une formation du Centre de conformité en matière de sécurité (Safety Compliance Centre) ou d'un représentant autorisé quant à l'utilisation du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail.

11.0 GARANTIE

L'entrepreneur doit fournir une garantie sur l'exécution des travaux pendant une période de deux ans commençant dès l'achèvement du présent projet. Le représentant ministériel retiendra le paiement jusqu'à ce qu'il ait reçu une lettre de l'entrepreneur lui garantissant les travaux.

Formatted: Left

Formatted: Font: (Default) Arial, 10 pt

Formatted: Indent: First line: 0"

Formatted: Left

Formatted: Centered

N° de l'invitation - Solicitation No.
~~5P300-180464/AXXXXX-XXXXXX/X~~
N° de réf. du client - Client Ref. No.
~~5P300-180464XXXXX-XXXXXX~~

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier
~~XAQ-8-41062xxxx-XXXXX-XXXXXX~~

Id de l'acheteur - Buyer ID
~~xaq031xxxx~~
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

(insérer, s'il y a lieu)

Formatted: Normal, Left, Indent: Left: 0.5", No widow/orphan control, Don't adjust space between Latin and Asian text, Don't adjust space between Asian text and numbers

Formatted: Normal

Formatted: Centered

N° de l'invitation - Solicitation No.
5P300-180464/XXXXXX-XXXXXX/X
N° de réf. du client - Client Ref. No.
5P300-180464XXXXX-XXXXXX

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier
XAQ-8-41062XXXXX-XXXXX-XXXXXX

Id de l'acheteur - Buyer ID
xaq031xxxxx
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

AANNEXE «B~~X~~»

BASIS OF PAIEMENT

Pour la fabrication et l'installation de deux bureaux de douane : Formatted: French (Canada)

\$ Prix ferme Formatted: French (Canada)

TVH en sus

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

(insérer s'il y a lieu)

Formatted: Centered

N° de l'invitation - Sollicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/XXXXXX-XXXXXX/X		xaq031xxxxx
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062xxxxx-XXXXXX-XXXXXX	

ANNEXE « CX » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

(insérer s'il y a lieu)

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Tel qu'indiqué à la clause 3.1.1 de la Partie 3, le soumissionnaire doit compléter l'information ci-dessous afin d'identifier quels instruments de paiement électronique sont acceptés pour le paiement de factures.

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA ;
- () Carte d'achat MasterCard ;
- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement) ;
- () Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

N° de l'invitation - Solicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/XXXXXX-XXXXXX/X		Xaq031XXXX
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062XXXX-XXXXXX-XXXXXX	

ANNEXE « D » EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites précisée ci-dessous.

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

N° de l'invitation - Solicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/XXXXXX-XXXXXX/X		xaq031xxxx
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062xxxx-XXXXX-XXXXXX	

- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n. Droits de poursuite : Conformément é l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

N° de l'invitation - Solicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/XXXXXX-XXXXXX/X		xaq031xxxxx
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXXX-XXXXXX	XAQ-8-41062xxxxx-XXXXXX-XXXXXX	

ANNEXE E – DISPOSITIONS RELATIVES À L'INTÉGRITÉ – DOCUMENTATION REQUISE

Liste des noms

- (a) Les offrants constitués en personne morale, y compris les coentreprises, doivent dresser la liste complète des noms des personnes qui occupent actuellement les postes d'administrateurs. Les offrants qui présentent une soumission à titre d'entreprise individuelle, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent indiquer le nom du ou des propriétaires. Les offrants qui présentent une soumission à titre de société, d'entreprise ou d'association de personnes n'ont pas à soumettre une liste de noms.
- (b) Si la liste de noms requise n'a pas été reçue au moment de l'achèvement de l'évaluation des offres, le Canada informera l'offrant du délai qui lui est accordé pour fournir ces renseignements. À défaut de fournir les noms dans les délais prescrits, l'offre sera jugée non recevable. Aux fins de l'attribution d'un contrat, il est obligatoire de fournir les noms requis.
- (c) Pendant ce processus d'approvisionnement, l'offrant doit immédiatement informer le Canada par écrit de tout changement touchant la liste des noms.

Dénomination sociale complète de l'entreprise

NEA

Liste des membres actuels du conseil d'administration ou des propriétaires

N° de l'invitation - Solicitation No. N° de la modif - Amd. No. Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/XXXXXX-XXXXXX/X Xaq031xxxxx
N° de réf. du client - Client Ref. No. File No. - N° du dossier N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXXX-XXXXXX XAQ-8-41062xxxxx-XXXXXX-XXXXXX

ANNEXE « X » de la PARTIE 5 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

**PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI-
ATTESTATION**

(insérer s'il y a lieu)

Insérer l'attestation suivante pour les besoins formulés au nom d'un ministère ou d'un organisme assujéti au Programme de contrats fédéraux, estimés à 1 000 000 \$ et plus, excluant les options, taxes applicables incluses. (consulter l'Annexe 5.1 du Guide des approvisionnements ainsi que la Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires et la Partie 6 – Clauses du contrat subséquent):

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail.

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

() A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.

Formatted: Modèles En-tête 1, Left

Formatted: Modèles En-tête 1

Formatted: Modèles En-tête 1, Left, Indent: Left: 0"

Formatted: Modèles En-tête 1

Formatted: Modèles En-tête 1, Pattern: Clear

Formatted: Modèles En-tête 1

Formatted: Modèles En-tête 1, Indent: Left: 0"

Formatted: Modèles En-tête 1

Formatted: Modèles En-tête 1, Indent: Left: 0"

Formatted: Modèles En-tête 1

Formatted: Modèles En-tête 1, Indent: Left: 0"

Formatted: Modèles En-tête 1

Formatted: Modèles En-tête 1, Indent: Left: 0"

Formatted: Modèles En-tête 1, Indent: Left: 0", First line: 0", Tab stops: Not at 0.39" + 0.5" + 1" + 1.5" + 2" + 2.5" + 3" + 3.5" + 4" + 4.5" + 5"

N° de l'invitation - Solicitation No. N° de la modif - Amd. No. Id de l'acheteur - Buyer ID
5P300-180464/XXXXXX-XXXXXX/X Xaq031xxxxx
N° de réf. du client - Client Ref. No. File No. - N° du dossier N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
5P300-180464XXXXXX-XXXXXX XAQ-8-41062XXXXX-XXXXXX-XXXXXX

(-) A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.

Formatted: Modèles En-tête 1

(-) A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur sous réglementation fédérale, dans le cadre de la Loi sur l'équité en matière d'emploi.

Formatted: Modèles En-tête 1, Indent: Left: 0", First line: 0"

(-) A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel au Canada.

Formatted: Modèles En-tête 1

Formatted: Modèles En-tête 1, Indent: Left: 0", First line: 0", Tab stops: Not at 0.2" + 0.39" + 0.5" + 1" + 1.5" + 2" + 2.5" + 3" + 3.5" + 4" + 4.5" + 5"

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

Formatted: Modèles En-tête 1, Indent: Left: 0"

Formatted: Modèles En-tête 1, Indent: Left: 0", First line: 0", Line spacing: single

(-) A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi valide et en vigueur avec EDSC – Travail.

Formatted: Modèles En-tête 1, Indent: Left: 0", Line spacing: single

OU

Formatted: Modèles En-tête 1, Indent: Left: 0", First line: 0", Line spacing: single, Tab stops: Not at 0.2" + 0.39" + 1" + 1.17" + 1.36" + 1.5" + 2" + 2.5" + 3" + 3.5" + 4" + 4.5" + 5"

(-) A5.2. Le soumissionnaire a présenté l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) à EDSC – Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC – Travail.

Formatted: Modèles En-tête 1, Line spacing: single

Formatted: Modèles En-tête 1, Indent: Left: 0", First line: 0", Line spacing: single, Tab stops: Not at 0.5" + 1.17" + 1.5" + 2" + 2.5" + 3" + 3.5" + 4" + 4.5" + 5"

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

Formatted: Modèles En-tête 1, Indent: Left: 0"

Formatted: Modèles En-tête 1

(-) B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

Formatted: Modèles En-tête 1, Indent: Left: 0"

Formatted: Modèles En-tête 1, Indent: Left: 0", First line: 0"

OU

Formatted: Modèles En-tête 1

(-) B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)

Formatted: Modèles En-tête 1, Indent: Left: 0", First line: 0"